

Les confinés et les somnambules. Anticiper la refondation politique d'après-coronavirus

Macron, Philippe, Castaner, Ndiaye, Pénicaud, Buzyn... Ah la belle équipe ! Jamais un gouvernement français n'avait réuni en son sein autant d'hommes et de femmes aussi inconséquents, imprévoyants et incohérents. Dommage qu'il ait fallu que le pays soit frappé par un conoravirus et une crise sanitaire sans précédent pour qu'il s'en aperçoive et se demande : par quel aveuglement collectif un pareil équipage a pu arriver à la barre du navire étatique ? Chaque jour qui passe nous apporte la démonstration que le Gouvernement gère la crise sanitaire d'une façon improvisée, irresponsable, presque infantile (et ce n'est pas gentil pour les enfants). Passant du déni au mensonge avant d'agir, toujours à contretemps, ils disent n'importe quoi et, le lendemain, ils jurent sur leur mère qu'ils ne l'ont jamais dit. Nous pourrions en rire si le bilan humain qui s'annonce n'était pas aussi tragique. Mais au-delà de leurs ridicules personnes, ces protagonistes somnambules et leurs coupables aveuglements sont les révélateurs d'un système devenu insensé. Ils sont les symptômes d'une crise probablement plus grave encore que celle générée par le virus.

Les symptômes ? Nous découvrons que, depuis des mois et alors que la crise se préparait et se rapprochait peu à peu, le Gouvernement passait son temps à compter ses sous, en demandant de nouvelles économies aux services publics (personnels, équipements, salaires) sans savoir ni vouloir anticiper que le peuple allait, au bout du compte, compter ses morts. Il ne fallait pas surtout pas effrayer les marchés ! Des millions d'euros ont été largués sur les marchés boursiers pour enrayer la panique. « Ce n'est qu'une grippette, bonnes gens. Dormez tranquille ! Mais surtout : investissez en bourse, c'est le moment ! La situation est sous contrôle, nous sommes des pros. Bien sûr que nous avons des millions de masques en stock. Tout se passera très bien ! ». Alors que le brillant hémisphère droit du cerveau de l'Etat (notamment la fameuse « zone de Bercy ») se lançait dans un déni de réalité des plus onéreux pour l'argent public, le cerveau gauche, congénitalement rabougri et peu alerte dans ce gouvernement, regardait, incrédule et passif, la catastrophe se rapprocher sans activer aucun plan, aucune réponse structurée. La farce sinistre de l'anticipation des stocks des fameux masques FFP2 est emblématique. Et puis, l'essentiel, pour les deux hémisphères réunis, c'était quand même de faire passer en force la réforme des retraites. Et que le premier tour des municipales ait bien lieu...

Aujourd'hui, le gouvernement est rattrapé par le principe de réalité. Il vient de heurter le mur, en pleine face, et cela fait mal. Mais on ne les plaindra pas. On ne peut pas organiser la pénurie de façon méthodique et s'étonner ensuite que les choses tournent mal. On ne peut pas se désintéresser des choses concrètes et fragiles qui font la vie quotidienne d'une société, être obnubilé par les indicateurs de productivité et découvrir, par un beau jour triste presque printanier, qu'il y a des gens derrière les chiffres. On a même entendu, dans un vibrato présidentiel ému et vespéral, jurer que « rien ne sera plus pareil », que « maintenant, on est pour la solidarité et les services publics » et même, divine et tardive révélation, que « le tout-marché, ce n'est pas la solution finalement ». C'est trop facile. C'est bien tenté, monsieur, mais on connaît le truc. La ficelle est trop grosse.

Ce qui se passe maintenant découle mécaniquement des choix qui ont été systématiquement opérés depuis l'entrée en fonction dudit équipage : moins d'argent public pour les services publics, plus d'argent au profit des grandes entreprises et des citoyens les plus fortunés. Comble de l'hypocrisie, ce gouvernement se pose aujourd'hui en protecteur des personnels soignants alors qu'il n'a cessé (comme ces prédécesseurs) de supprimer massivement des lits

(100 000 en 20 ans) et des emplois dans les hôpitaux publics et dans la recherche médicale, alors que les agents hospitaliers, épuisés, tirent toutes les sonnettes d'alarme qu'ils peuvent, en vain. Ils ont même solennellement alerté le gouvernement au mois de décembre dernier sur la fragilité humaine de l'hôpital français. Seule réponse : le mépris. Personne ne les a écoutés.

Un autre symptôme ? Nous découvrons ces jours-ci avec stupeur que, si nous disposons d'un fier arsenal nucléaire de défense et que nous dépensons chaque année 36 milliards pour notre belle armée, nous ne fabriquons plus aucun antibiotique en France ! Délocalisations obligent... Nous ne disposons pratiquement plus de stocks d'équipements de protection sanitaire élémentaire (masques, gants, etc.). On apprend que « l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires » a tout bonnement disparu à la faveur d'une restructuration visant à faire des économies. Et l'on en vient à frémir d'angoisse sur la capacité de l'Etat à faire face à une crise plus grave, comme un accident dans une centrale nucléaire.

Pour brasser de l'air, servir leurs amis *businessmen* qui les ont aidés à accéder au pouvoir, accabler les pauvres, démanteler et privatiser ce qui reste des services publics et de l'Etat social, restreindre nos libertés, violenter ceux qui ont encore osé résister dans la rue, cette fine équipe gouvernementale a démontré un réel savoir-faire. C'est incontestable. Avec quel enthousiasme n'a-t-elle pas, en moins de deux ans, saccagé le code du travail et le droit syndical ? Comment n'a-t-elle joliment pas dynamité le système d'assurance chômage ? Comment n'a-t-elle pas adroitement programmé un plan de destruction de nos régimes de retraite et mis en œuvre bien d'autres contre-réformes, toutes aussi mauvaises les unes que les autres pour l'immense majorité d'entre nous ? Du grand art.

Après s'être fait le chantre de la guerre économique et de la compétition de tous contre tous, voilà maintenant que le capitaine du navire (celui qui vient découvrir le mot « solidarité » et s'en enivre joyeusement et frénétiquement devant le public captif des confinés) se prend pour Churchill. Il nous intime l'ordre « d'entrer en guerre » contre un virus, alors qu'évidemment, en cette période critique, il faudrait d'abord faire appel à la coopération et à l'intelligence collective et cesser d'utiliser une terminologie belliqueuse mortifère. Cette comparaison hasardeuse ne tourne d'ailleurs pas à l'avantage de l'intéressé : que penser d'un général qui se lance dans une bataille après s'être ostensiblement soucié comme d'une guigne de la parole et du bien-être de ses soldats ? Comment peut-il déceimment envoyer les médecins et les soignants « au front » sans l'équipement minimal pour se protéger eux-mêmes ? La société française lutte aujourd'hui contre l'épidémie mais elle sait, au fond, l'insincérité de ces postures d'union nationale jouées par des comédiens somnambules qui n'y croient pas. Quand le temps du confinement sera terminé, viendra le temps du bilan de cette crise sanitaire et des autres crises qu'elle aura générées : crises sociales, économiques et financières. Il nous faudra alors solennellement demander des comptes à ce Gouvernement et à ceux qui les ont précédés.

Il apparaîtra que, finalement, l'équipe Macron & Cie a amplifié et accéléré les contre-réformes qui ont mis le pays dans la situation déplorable que nous connaissons aujourd'hui. Pour en sortir, il nous faudra bien sûr proposer des orientations économiques et sociales alternatives aux politiques néolibérales qui ont fait naître ce monde absurde, où les riches sont de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus laissés à leur sort. Ce monde où les vies humaines sont mises au service de l'économie, et non l'inverse. Ce monde où l'essentiel de l'appareil et des ressources d'Etat sont mobilisés pour faciliter les activités financières, et non pour protéger et aider la vie en société. Ce monde où des dirigeants sans vergogne ne cessent de donner au bas peuple d'impudentes leçons de solidarité et de civisme, sans toutefois se les

appliquer à eux-mêmes, bien sûr. Il nous faudra assurément avoir des idées et de l'imagination, mais cela ne suffira pas. Pour vraiment changer de logiciel et pas simplement les bobines des ministres, il nous faudra surtout créer un rapport de force social et politique, sur les lieux de production et dans la rue, à la hauteur des enjeux.

Car ceux qui profitent du système actuel sont voraces. Ils ne sont pas prêts à lâcher leurs prébendes, ni leurs privilèges. Et puis, la crise du coronavirus va générer des dépenses publiques considérables. Il y aura de belles affaires à faire ! On peut parier que les banques et les entreprises du CAC40 sont déjà prêtes à récolter l'essentiel du pactole, alors que les nombreux commerçants, artisans, indépendants et salariés devront se contenter de miettes (qui opportunément serviront d'alibi à la générosité publique). Ce scénario est hélas celui qui risque de se dérouler si les citoyens ne reprennent pas la parole pour remettre les choses à l'endroit. Souvenons-nous de la façon dont est morte la promesse d'un nouveau monde, après la crise financière de 2008 ! Souvenons-nous des serments mensongers qui s'engageaient à en finir avec l'hyper-financiarisation de l'économie ! La tâche de reconstruction sociale et politique qui nous attendait alors est aujourd'hui encore plus vaste, avec la dégradation de la situation écologique globale. Il n'y a pas de temps à perdre : confinés ou pas, il nous incombe de préparer le monde d'après.

Plaintel le 25 mars 2020.

Serge Le Quéau